

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

LOUIS BOUIS

Le mouvement de dépopulation en France

Journal de la société statistique de Paris, tome 73 (1932), p. 275-297

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1932__73_275_0

© Société de statistique de Paris, 1932, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II

LE MOUVEMENT DE DÉPOPULATION EN FRANCE

LES FAITS

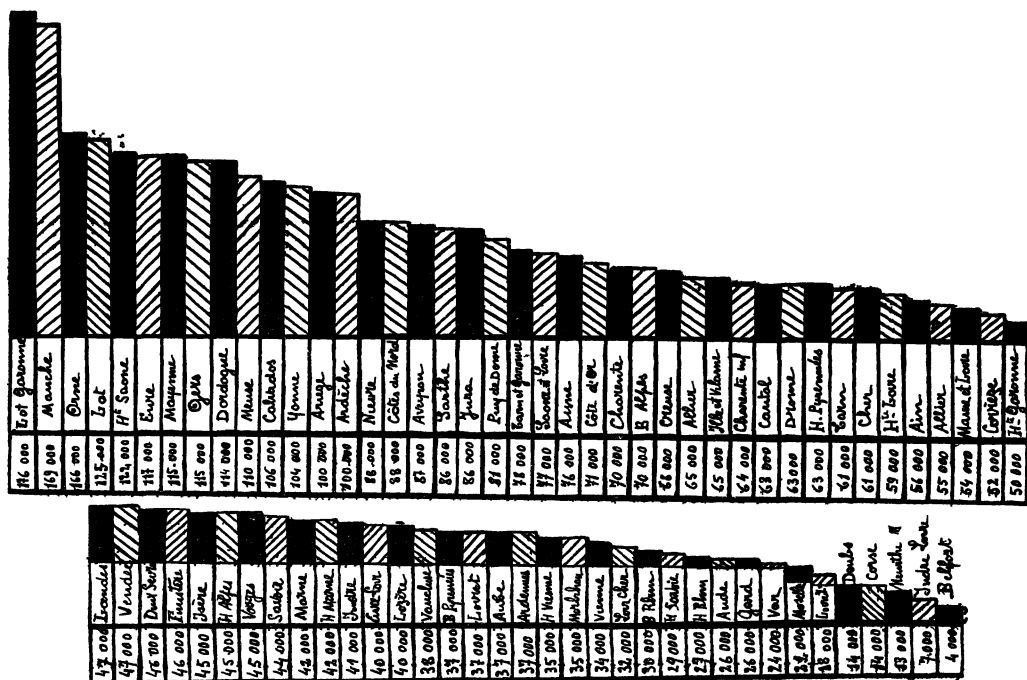
Le mouvement de dépeuplement rural qui inquiète depuis longtemps beaucoup d'esprits chez nous, fut précédé d'une vigoureuse période de prospérité démographique, qui en un demi-siècle, de 1800 à 1850, fit progresser la population française autant que pendant les dix premiers siècles de notre ère. Ce fut l'âge d'or de notre peuplement rural : l'essor fut général, jusqu'aux approches de 1850, toutes les parties de notre territoire, tous nos éléments démographiques (urbains et ruraux) participèrent à cette explosion de vie humaine. Mais vers le milieu du siècle, comme si un mal secret, une grave épidémie était venue s'attaquer à la fécondité de la race française, le dépeuplement, apparu déjà timidement auparavant en Normandie, en Aquitaine, en Bourgogne et dans le sud des Alpes, se mit à s'étendre, à se propager partout à la surface du pays.

C'en était fait du bel élan de prolificité, dont la vigueur fit de nos campagnes, les plus peuplées, les plus riches, et les plus vivantes du Continent. Comme un coursier à bout de souffle ce mouvement, dans certaines contrées, s'arrêta brusquement, pour se replier sur lui-même, rétrograder ; dans d'autres il se traîna péniblement ; rares furent celles où il continua son ascension. Scindé en deux courants, l'un négatif, qui coûta environ cinq millions d'unités à nos campagnes, l'autre positif, qui alimenté par les éléments les plus disparates, masquant les pertes du premier, donna l'illusion de la fécondité et du progrès et permit à la France d'atteindre trois quarts de siècle plus tard, de nos jours, près de 42 millions d'habitants, c'est-à-dire un accroissement dépassant cinq millions d'âmes.

Les pertes totales dans chaque département. — Pour mesurer d'un seul coup d'œil la profondeur du mal accompli en trois quarts de siècle rien n'est plus

saisissant qu'un diagramme groupant ensemble les pertes absolues des départements en diminution, mettant, pour ainsi dire, en relief, le bilan des ravages. Lorsqu'on examine cette figure, on s'imaginerait volontiers qu'un fléau soudain, violent et de courte durée se fut abattu sur la France tout entière, et si l'on ne savait que le mal était presque entièrement fait immédiatement avant la guerre, on l'en rendrait spontanément responsable.

Diagramme figurant les pertes absolues subies par les départements jusqu'en 1926.



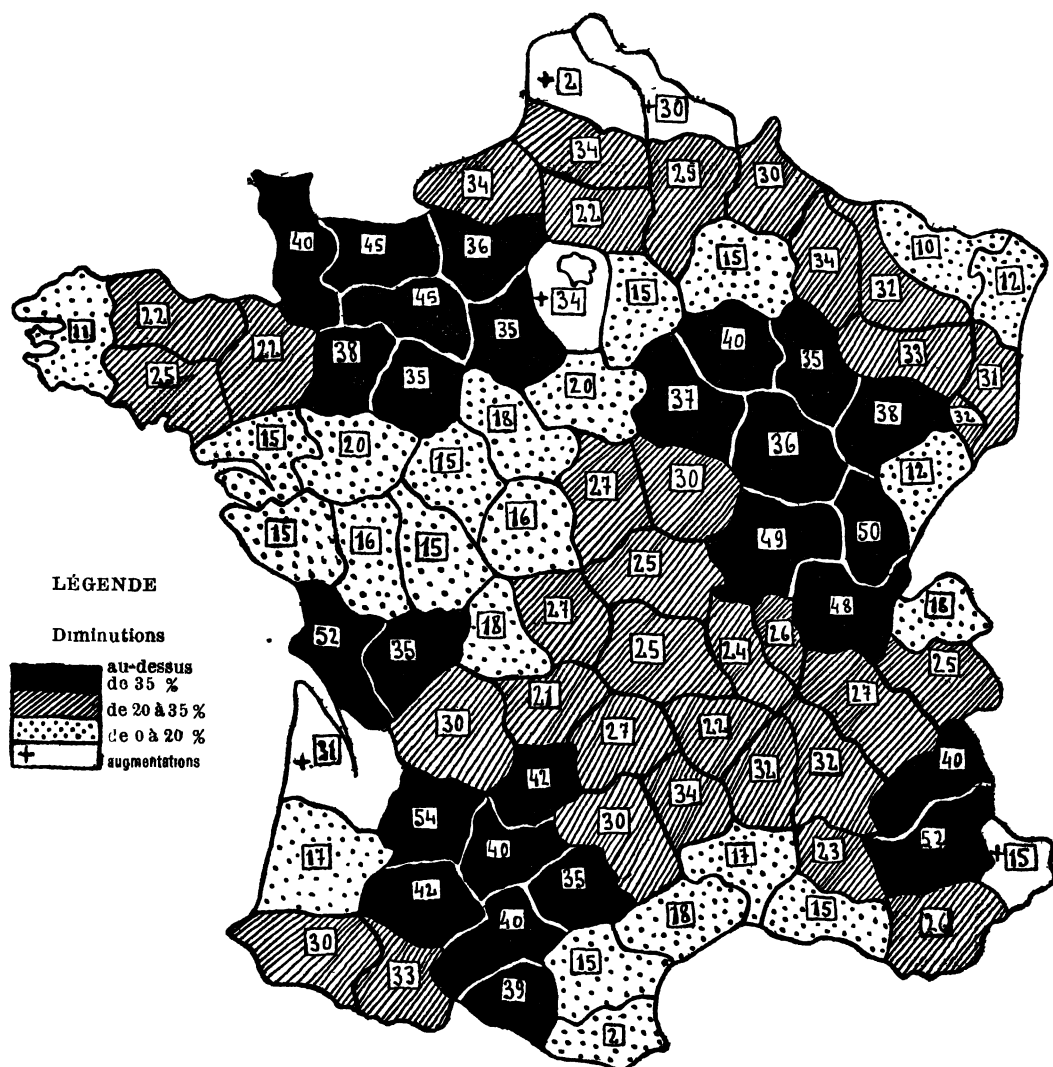
Puis après avoir réfléchi et mesuré la durée du mal, on ne peut se résigner à croire qu'un grand peuple comme celui de France ait pu assister, durant près d'un siècle, à de tels ravages, sans se dresser tout entier pour en enrayer l'action mortelle...

Enfin quand la force des faits a contraint l'esprit à s'incliner devant elle, sorte de fatalité, on se prend à douter de la raison humaine, ou bien déconcerté, on est tenté de prendre purement et simplement acte de l'impuissance de l'homme... D'instinct on se replie sur soi-même, pour se rappeler ces luttes intérieures, fratricides souvent, au cours desquelles les Français depuis longtemps s'ingénient à se paralyser mutuellement dans la bonne action, à s'entre-déchirer pendant que le mal les ronge, et l'on se reporte avec tristesse vers un État antique, Byzance, où pendant que les murs croulaient sous les coups des béliers de l'assiégeant on discutait de questions oiseuses et subtiles, dont la postérité n'a gardé que de mauvais souvenirs. Aussi, devant une pareille incurie, en face d'un si grand problème, qui n'a échappé à personne, partout de l'étranger ont fusé contre nous les critiques les plus humiliantes, les jugements les plus sévères : les uns nous ont traités de pays corrompu, « pourri »,

les autres avec dédain de nation « mourante ». Et rien n'a empêché la zizanie de verdoyer chez nous avec la même vigueur. Il semble qu'une partie des nôtres est née pour empêcher l'autre d'agir.

Revenons au diagramme et examinons-le plus attentivement à l'aide de la Carte des pertes rurales, défalcation faite des gains urbains. Voyons s'il est possible de rester indifférent en face de pertes comme celles du Lot-et-Garonne : 176.000 habitants sur 347.000, c'est-à-dire 51 % de la population

Carte des diminutions et augmentations de la population rurale jusqu'en 1930
(Les chiffres représentent des pourcentages).



Les chiffres en gros caractères indiquent les pertes rurales seulement.

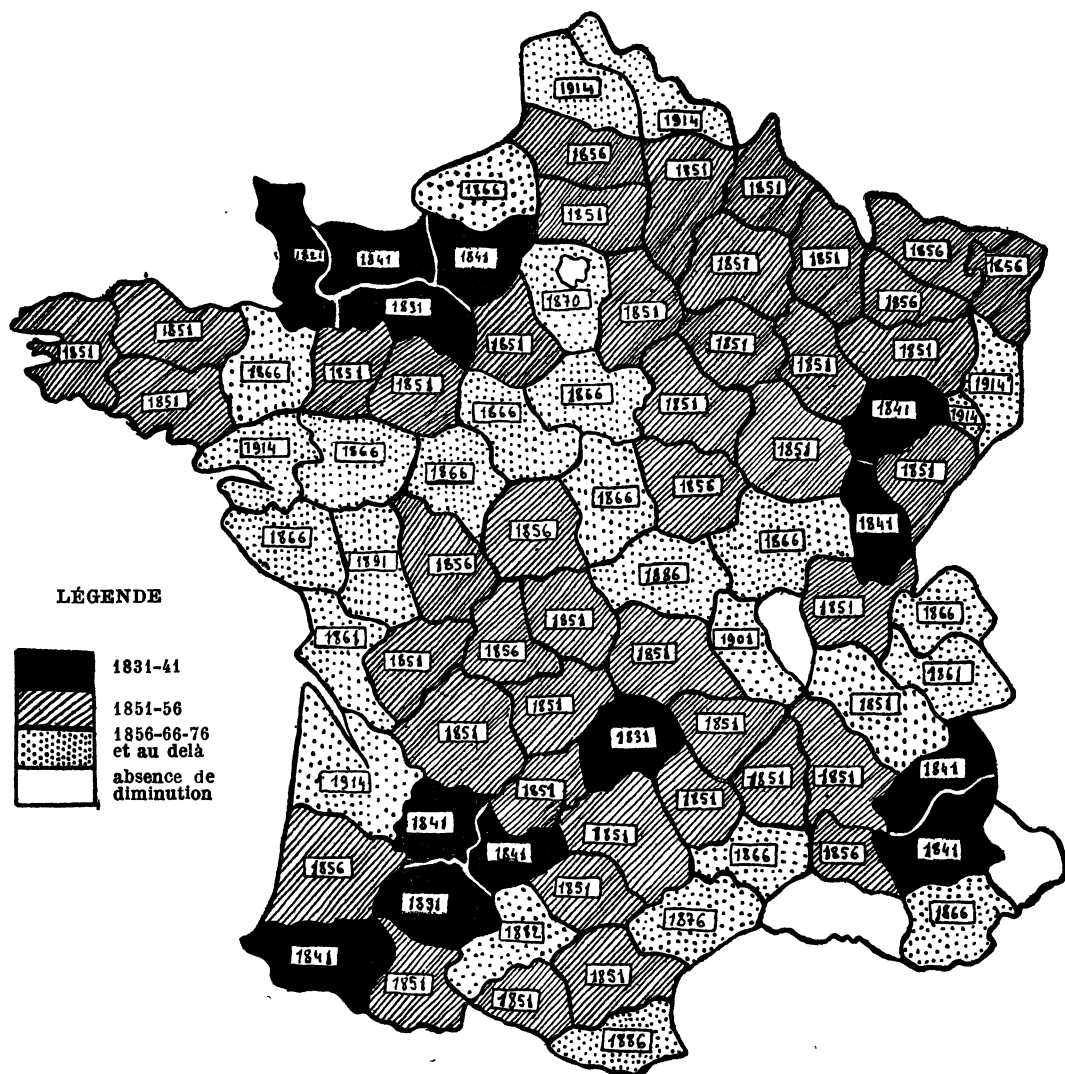
totale et 54 % de la population rurale; comme celles des Basses-Alpes : 70.000 habitants sur 133.000, encore 51 % de la population totale. En Normandie, l'Orne, département le plus agreste de la région, a perdu 166.000 âmes sur

443.000, soit 37 % de la population totale et 46 % des occupants des champs. En Bourgogne, également, l'Yonne s'est vu réduit de 104.000 unités sur 381.000 dénombrées en 1850. Presque tous les départements ont été touchés par le mal, et si certains, possédant d'importantes richesses rurales, ou des industries, semblent, à première vue y avoir échappé, lorsqu'on défalque les gains de la population urbaine, on se rend immédiatement compte que les habitants de leurs campagnes ont souvent payé largement leur tribut.

Origines et développement du mouvement de dépopulation.

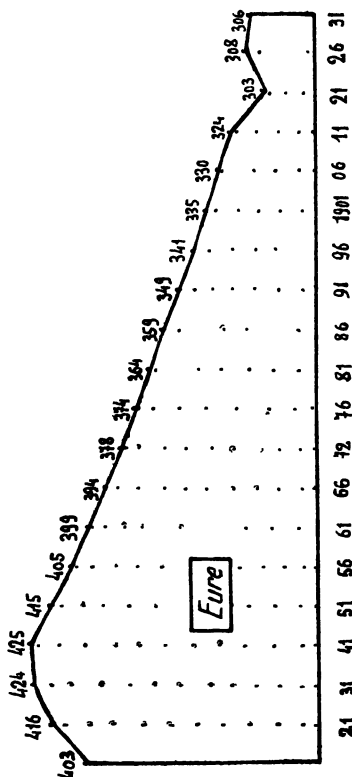
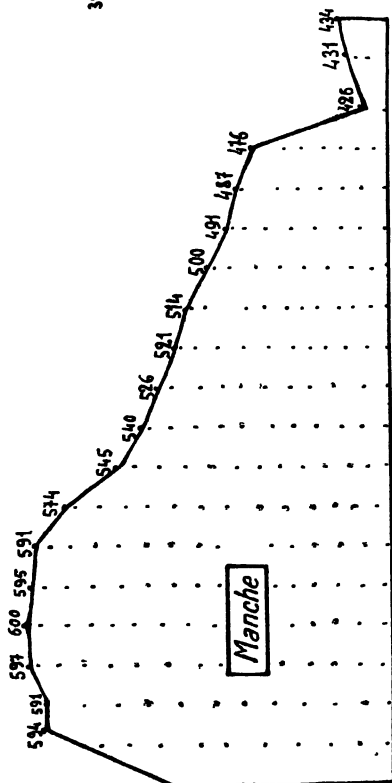
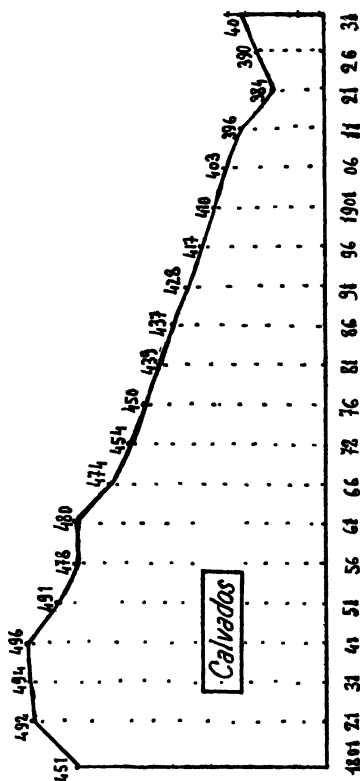
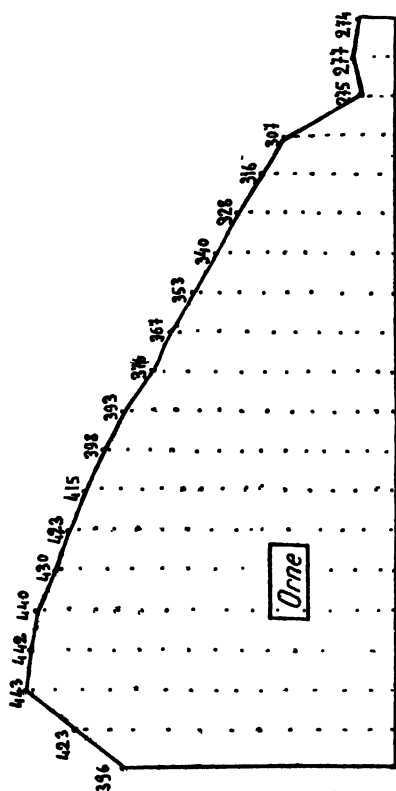
Les origines de cette sorte de fléau remonte jusque vers 1830, dans certaines régions, où la densité générale atteignit tôt un degré élevé; puis il fit tache d'huile, se propagea à tout le reste du pays, de telle manière que dès 1850 les deux tiers de notre sol étaient en pleine dépopulation, comme l'indique la carte.

Carte historique du dépeuplement.



A l'intérieur de chaque département : date d'origine du dépeuplement.

Normandie.



En Normandie, Aquitaine et Basses-Alpes, régions les premières atteintes, la dépopulation revêtit un caractère très grave, son mouvement fut calamiteux, rien ne put l'enrayer.

En Normandie, la chute de chaque département eut une régularité implacable; alors que dans le Massif Central, dans l'Est et ailleurs, il y eut des périodes de répit, de ralentissement ici point. Les vides furent tels que c'est à environ un million qu'il faut estimer les pertes pour toute la population rurale normande. La dévastation aussi a été si grande qu'il semble qu'elle ait accompli à l'heure actuelle tout le mal qu'il lui était possible de faire. Depuis la guerre, le redressement se manifeste nettement, les graphiques l'indiquent (sauf pour l'Orne).

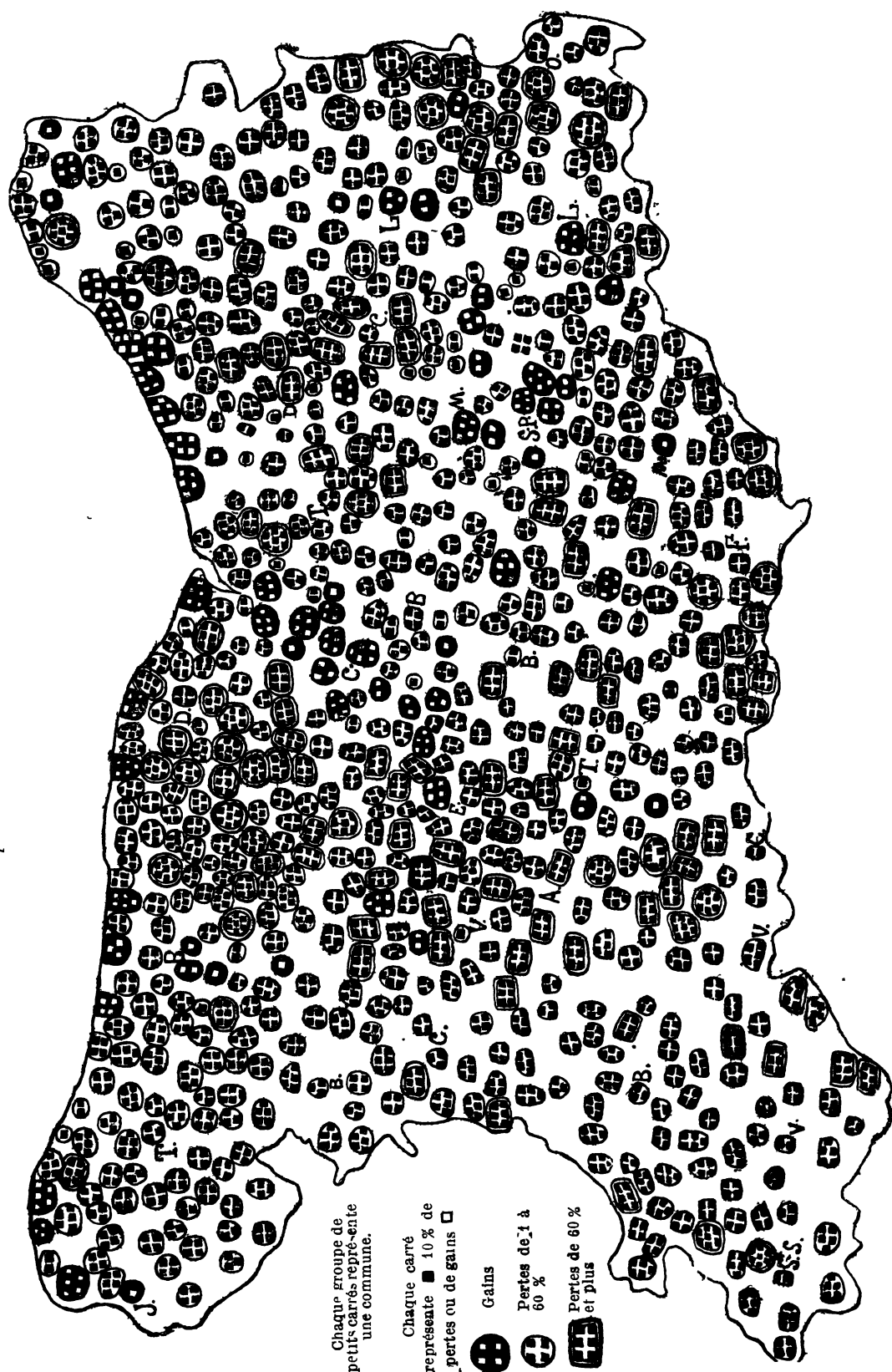
L'étude du dépeuplement par communes présente une mosaïque très variée. — En Normandie, comme dans toutes les autres régions de la France, la dépopulation a été loin de sévir partout avec le même degré d'intensité : ici le mal n'a fait disparaître que 10 % de la population, là il a dépassé 50, ailleurs il a atteint 80 %; et dans un bon nombre de localités la prospérité a remplacé les pertes par des gains, de manière que c'est par une gamme incroyablement variée que son action est passée. D'une façon générale, la presque totalité des villes a augmenté, en dépit souvent de pertes temporaires; certaines communes, petites contrées pourvues, en plus des richesses du sol, de ressources économiques particulières, textiles, métallurgiques, etc., etc., ont vu le nombre de leurs habitants s'élever au lieu de baisser; d'autres endroits, vallées, bassins, plaines fertiles dotés simplement d'un sol plus riche, ont entièrement ou partiellement échappé au dépeuplement. Traduites par une carte, ces inégalités de dépopulation forment une mosaïque bigarrée et curieuse. Celle du Calvados nous aidera à imaginer la diversité qu'on pourrait rencontrer dans les autres départements, soit de la Normandie, soit d'ailleurs.

Carte communale du dépeuplement dans le Calvados (1840-1926).

D'une façon générale nous savons que le Calvados a été réduit de 45 % pour les occupants de ses campagnes, de 21 % seulement dans sa population totale et que sa population urbaine est passée de 20 % vers 1840 à plus de 40 % actuellement. Mais ces chiffres, déjà significatifs par eux-mêmes, sont bien éloignés de laisser supposer la bigarrure infinie que comporte la réalité passant par toute la gamme des gains et des pertes de 10 % à plus de 80 %. Là des fermes isolées, des hameaux ont été rayés des localités habitées, ailleurs ce sont de gros villages, autrefois vivants et florissants, qui sont maintenant quasi anéantis, où les ruines des maisons donnent l'aspect d'un champ de bataille. Par contre, de contrée en contrée, de grosses bourgades, des villes petites et grandes, des centres industriels ont prospéré, se sont développés.

Les parties les plus éprouvées du département sont celles où existe presque à l'état exclusif l'économie rurale, comme entre l'Orne et la Seulles, entre Caen et Bayeux, ou à l'ouest de la basse vallée d'Auge, etc.; sur ces espaces le dépeuplement a largement dépassé 50 % de pertes, dans l'ensemble. Partout où se rencontre les industries, se rencontre des augmentations; la plupart du temps sol riche et industries se trouvent au même endroit; c'est le

Département du Calvados
Les pertes communales entre 1840 et 1926.



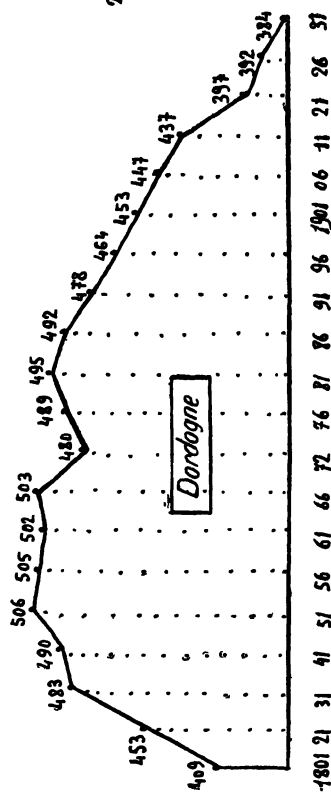
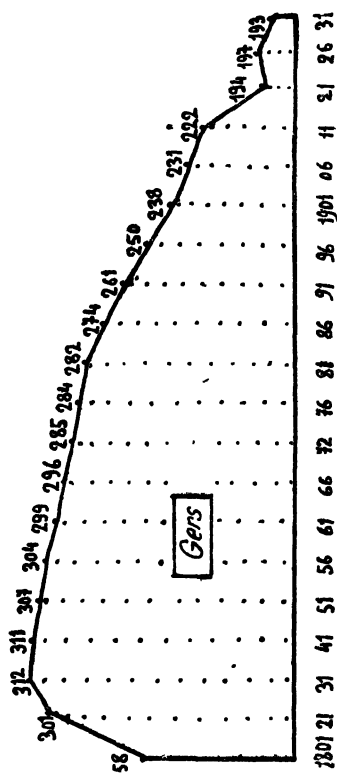
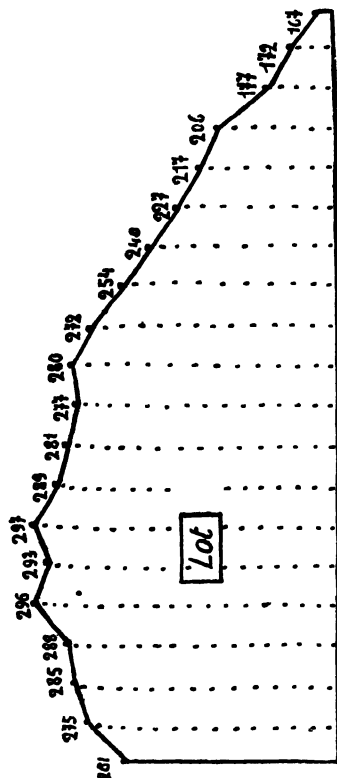
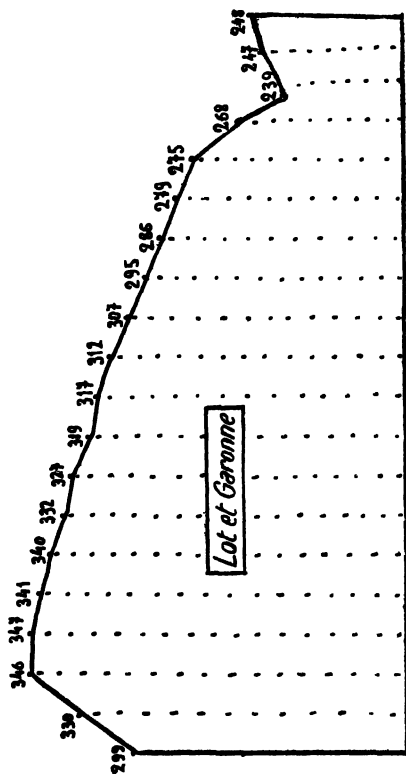
cas dans la vallée d'Auge, avec Lisieux pour principale ville, dans la basse vallée de l'Orne avec Caen. On sait que les industries textiles sont là très florissantes. Toute la bordure littorale et particulièrement à l'est de l'Orne s'est développée, ou peuplée en voyant ses anciennes communes accroître le nombre de leurs habitants, ou bien grâce à l'apparition de nouvelles communes. L'exploitation des minerais de fer au sud-ouest et est de Caen; la broderie et dentellerie, les filatures et tissages à Condé-sur-Noireau, Torigny, Saint-Pierre, Bayeux, la petite métallurgie, les tanneries, scieries, etc., etc., ont été autant de facteurs de prospérité démographique.

Si l'on prenait les autres départements, ou parties de département composant la Normandie on obtiendrait des résultats analogues, des mosaïques, sans doute différentes mais aussi bigarrées et les mêmes causes économiques donneraient les mêmes effets démographiques : le dépeuplement accompagnant d'un côté la pauvreté des régions et l'économie agricole exclusive; d'un autre côté l'accroissement des villes et des centres industriels.

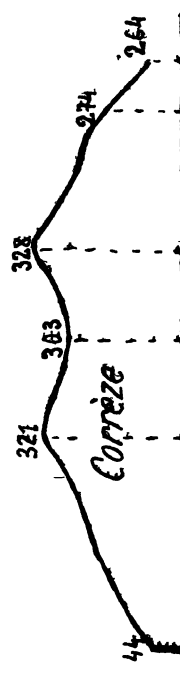
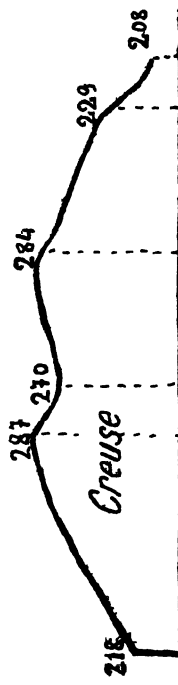
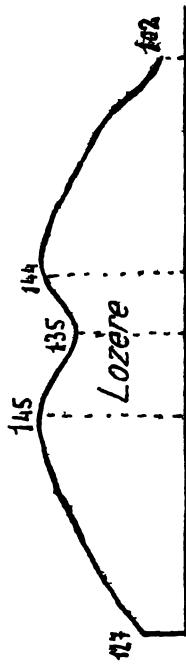
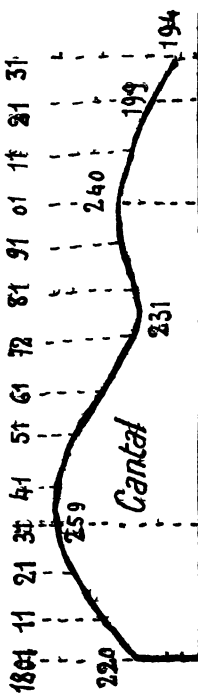
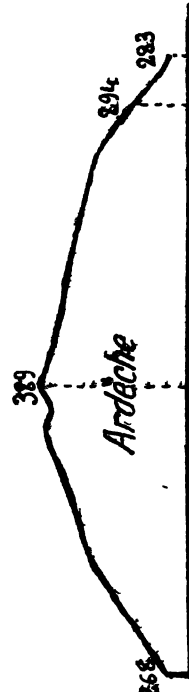
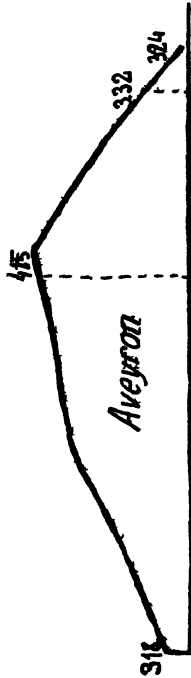
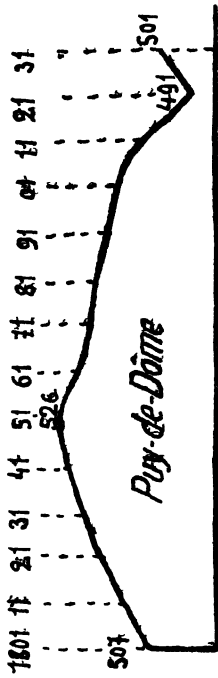
Dans le bassin aquitain, se rencontre la même évolution des départements qu'en Normandie. — Le centre de l'Aquitaine n'a pas bénéficié d'un meilleur sort que la Normandie; les courbes des graphiques de ses départements sont celles qui ressemblent le plus à celles des départements normands. C'est également à un million d'âmes qu'il faut porter les pertes de ce centre aquitain. Tous les départements qui le composent n'ont cependant pas suivi une marche identique. Dans le Lot, le Lot-et-Garonne, le Gers et la Dordogne la chute a été aussi régulière qu'en Normandie, et les pertes de ces quatre départements sont voisines de celles des quatre départements normands les plus dépeuplés (530.000 pour ceux d'Aquitaine, 567.000 pour ceux de Normandie). Étudiée par commune cette région présente une mosaïque semblable à celle du Calvados, cependant les communes en augmentation y sont infiniment moins nombreuses, presque inexistantes même.

Dans le nord-est du département, les environs de Bretenoux dans la vallée de la Dordogne se différencient sensiblement du reste du département. Les autres départements n'ont pas suivi la même marche dans l'Aveyron, elle se fit avec moins de continuité à cause d'une faible population urbaine qui resta sensiblement stationnaire, et en raison aussi du sol très pauvre des causses, où les mouvements de population sont toujours plus lents qu'ailleurs. En Haute-Garonne la grosse augmentation de Toulouse masqua les pertes rurales, égales à celles des autres départements. Presque partout ce ne fut que vers 1880 que la chute s'accéléra, lors des crises viticole et agricole; jusque-là les pertes avaient été modérées. Plus au sud, dans l'Ariège et les Hautes-Pyrénées la baisse commença vers 1850 et continua régulièrement. Les Basses-Pyrénées et les Landes eurent une évolution nettement différente; les Landes, en raison des plantations continues de sapins furent longtemps une région de peuplement, et leurs pertes restèrent minimes jusque vers 1890, mais de cette date aux dernières années d'avant-guerre elles perdirent près de 40.000 âmes. Dans les Basses-Pyrénées c'est l'immigration espagnole qui empêcha une diminution plus grande, il y eut des hauts et des bas dans la courbe coïncidant avec l'afflux plus ou moins grand des immigrants; immédiatement avant

Aquitaine.



Départements du Massif Central.



Dans le Massif Central le mouvement de dépopulation est très divisé. — Ici l'évolution des départements a été très différente de celle des départements normands et aquitains. En Normandie et Aquitaine, le peuplement, nous l'avons vu, atteignit assez tôt le point de saturation, dans le Massif Central il se prolongea plus longtemps et la natalité conserva une belle vigueur jusqu'au début de ce siècle. Le dépeuplement, par conséquent, commença plus tard dans l'ensemble, et revêtit un caractère particulier. Dans plusieurs départements (Cantal, Corrèze, Creuse, Lozère) il se fit à deux reprises. Une première fois ce fut exclusivement l'émigration qui l'occasionna, la natalité restant bénéficiaire; émigration vers les centres industriels du Lyonnais, du Nivernais, de l'Ardèche, vers les grandes villes de la périphérie, vers Paris aussi. Il y eut ensuite une reprise sensible suivie d'une rechute aggravée par la dénatalité, l'excédent des décès, et dont l'action nocive est encore en pleine activité, car la presque totalité des départements continue à baisser. Les pertes totales jusqu'en 1930 et pour tout le Massif Central (Morvan compris) ont été dans la population rurale voisine d'un million. Plusieurs départements de la région ont maintenant un nombre d'habitants inférieur à celui qu'ils possédaient en 1800 (Voir la carte, page 289).

Dans l'Est et dans les Alpes la marche du dépeuplement a été la même qu'en Aquitaine et en Normandie. — En dehors de l'Alsace et de la Lorraine, ce qui reste de l'Est français compte avec la Bourgogne parmi les contrées de notre territoire les plus éprouvées par le dépeuplement; six départements y comptent ensemble près de 250.000 habitants en moins qu'au recensement de 1801, et les chiffres de ceux qu'ils ont perdus, par rapport aux plus élevés acquis par eux atteignaient en 1930 près de 500.000. De même dans les Alpes et le Jura : cinq départements ont moins d'habitants qu'en 1800, et leurs populations rurales en ont perdu plus de 300.000. Vivant quasi exclusivement des produits du sol, ces régions n'ont pas eu, comme l'Alsace et la Lorraine, d'importantes industries minières, métallurgiques, textiles et autres pour leur apporter l'appoint des prolifiques familles ouvrières. Commencé presque partout vers 1850, le dépeuplement est passé, dans la plupart des départements, par la même évolution qu'en Normandie et en Aquitaine, la chute des graphiques y est aussi régulière, et la dénatalité y a joué le plus grand rôle. Dans plusieurs départements le redressement semble se dessiner.

Dans le reste de la France le mouvement des pertes démographiques a été très varié. — La Bretagne, restée de race vigoureuse, saine de corps et d'esprit est une des contrées de la France où le dépeuplement a le moins pris. Il a commencé tard et s'est presque tout fait par émigration vers l'intérieur, beaucoup vers Paris, car les années où ses départements eurent des excédents de décès furent extrêmement rares. Elle ne perdit guère que 250.000 habitants et ses gains totaux restent d'environ 900.000 depuis 1800. A côté, dans les pays de la Loire, où la situation démographique a toujours été assez bonne, les pertes ont à peu près été semblables. Le mouvement des départements a été assez divers et irrégulier.

L'Ile-de-France avec l'agglomération parisienne, et les départements situés au nord de Paris, ont constitué la région qui a le plus gagné de France, puisqu'elle a augmenté de plus de 7 millions d'âmes sur les 14 millions dont la

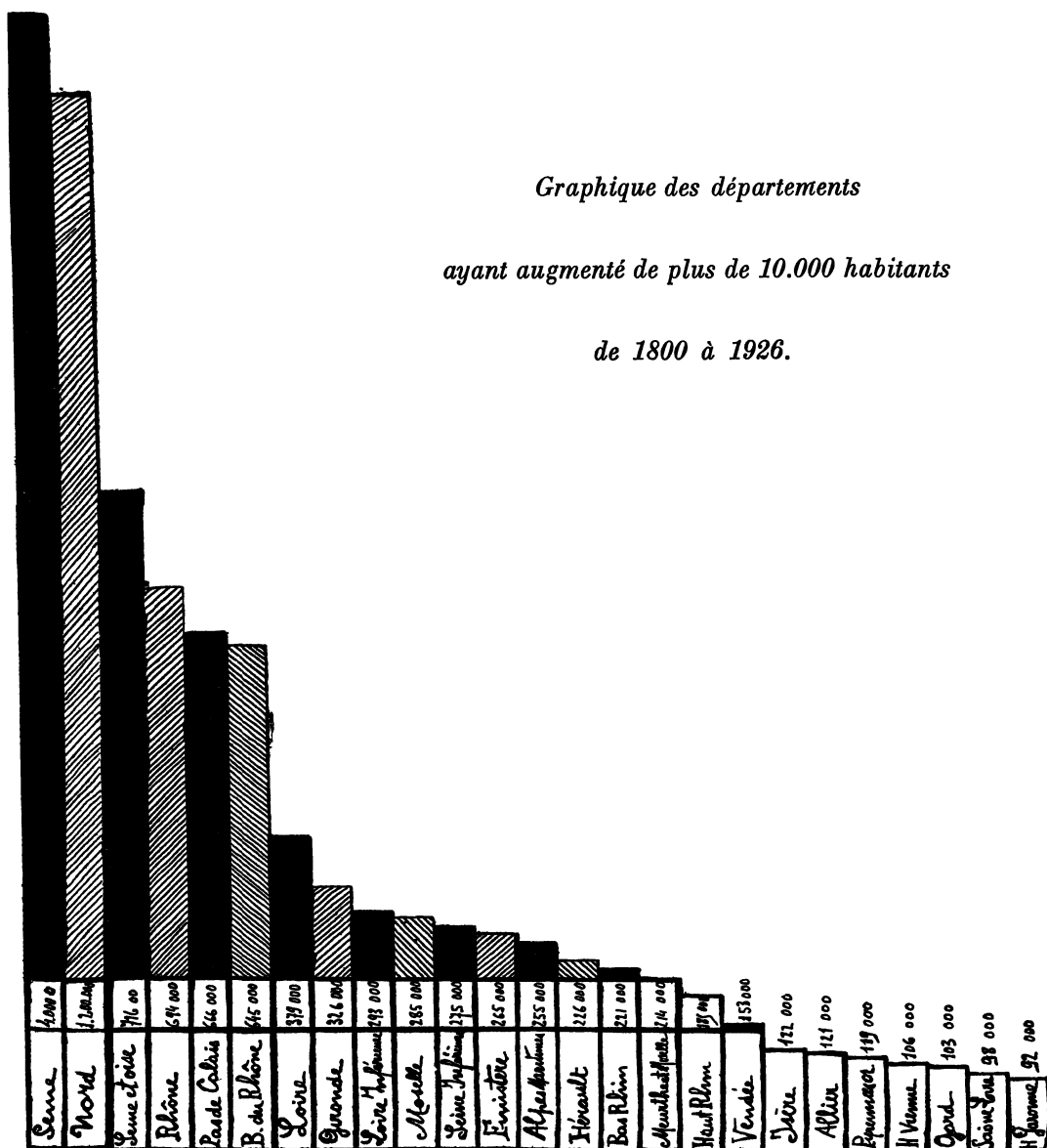
France entière s'est accrue depuis 1890. Cela n'a cependant pas empêché ses départements, à l'exception seule de la Seine, de subir des pertes pendant la guerre. Avant celle-ci, même les départements de l'Aisne, de l'Oise, de Seine-et-Marne furent affectés par des mouvements de baisse; la Somme perdit même plus de 50.000 habitants de 1860 à 1911, pour se ressaisir ensuite.

Les départements du littoral méditerranéen avec leurs riches vignobles, leurs

Graphique des départements

ayant augmenté de plus de 10.000 habitants

de 1800 à 1926.



ports, leurs cultures, fruitière et maraîchère, grâce à leurs abondantes autres ressources et à l'afflux des étrangers ont également été une importante région d'augmentation, malgré les pertes qu'ils subirent. Par rapport à 1800, leurs gains dépassent en 1930 un million et demi d'unités. Après le Nord et l'Ile-

de-France c'est la contrée qui voit à son actif le plus fort accroissement. Les deux petits départements du Rhône et de la Loire, au moyen de leurs villes ont aussi dépassé le million d'accroissement. L'Alsace et la Lorraine se sont également accrues d'un nombre semblable. Les trois départements avoisinant l'estuaire de la Loire ont réalisé, de leur part, près d'un demi-million d'unités. La présence de villes importantes dans la Gironde, l'Isère, le Finistère, la Haute-Vienne, la Haute-Garonne, la Côte-d'Or, la Marne, l'Allier, permit à ces départements de bénéficier d'un accroissement d'une centaine de milliers, ou plus, d'habitants. Ainsi donc, comme on a pu le remarquer, et peut le constater sur la carte suivante, ce sont les grandes villes qui, en dehors des régions industrielles, ou de sol très riche, ont été les principaux facteurs d'accroissement, facteurs fictifs, puisqu'elles ne s'accroissent pas par leurs propres moyens; mais les unes en majeure partie, les autres en totalité en aspirant les habitants des campagnes.

Bilan d'un siècle et quart de vie démographique. — Avec les graphiques des pertes et des gains départementaux (pages 276 et 287) et la carte du dépeuplement rural (page 277) la carte suivante nous le donne ce bilan, entièrement et d'une façon concrète : vingt-six départements, après avoir perdu 2.273.000 habitants, en avaient au recensement de 1926 678.000 en moins qu'à celui de 1801. Et ces départements n'étaient pas dispersés, mais bien groupés dans les grands foyers de dépopulation rurale (Normandie, Aquitaine, Bourgogne-Est, et Alpes).

Dix-neuf autres départements, formant avec les vingt-six premiers la moitié des quatre-vingt-dix que compte notre sol, ne comptaient seulement que 522.000 âmes de plus qu'en 1800.

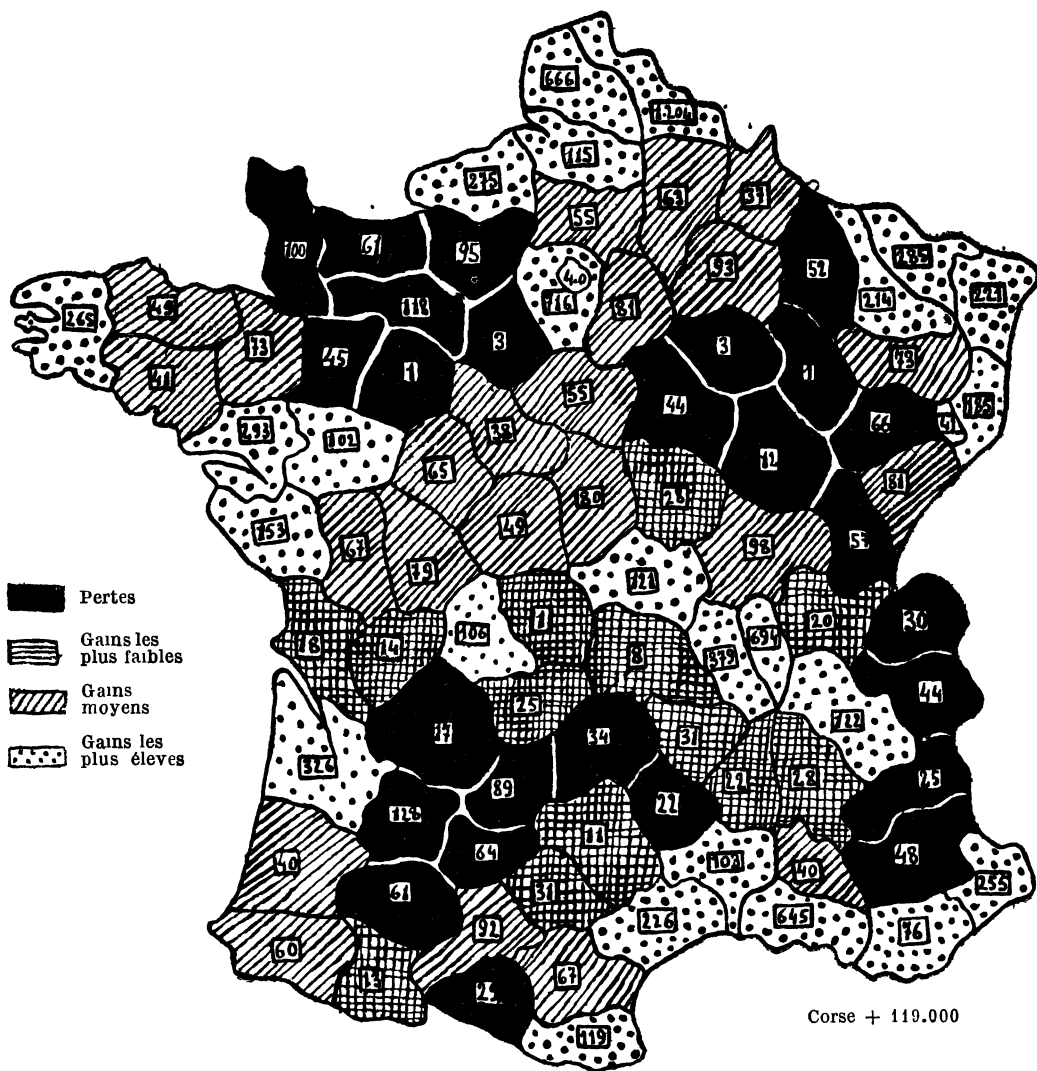
Enfin au recensement de 1931 nos campagnes comptaient plus de cinq millions et demi d'habitants en moins par rapport à l'année 1800, et près des deux tiers de notre sol se trouvaient en plein dépeuplement, certains départements même (dans le Massif Central, l'Est et la Bretagne) n'ont jamais été aussi éprouvés. Les pertes entre 1920 et 1930, période d'après-guerre, ont été d'un demi-million d'âmes, dont une moitié par excédents de décès et l'autre par exode vers les villes et les centres industriels. Tels sont donc les principaux facteurs de ce peu réconfortant bilan.

LES CAUSES DU DÉPEUPLEMENT

Trois grandes catégories de causes se sont trouvées et ont agi à la base du dépeuplement de nos campagnes : les causes religieuses et morales, les causes économiques, et l'exode vers les centres urbains, vers les villes. De ces trois catégories, les causes économiques furent de beaucoup les plus agissantes : elles ont été une sorte de fatalité irrésistible qui a décimé nos paysans, et contre laquelle l'homme s'est trouvé jusqu'à maintenant, en très grande partie, impuissant. C'est en effet tout un bouleversement profond qui s'est lentement opéré dans notre économie rurale, dans la vie et les pratiques agricoles de nos familles paysannes, depuis le milieu du ^{xix}^e siècle, depuis l'époque où

Pertes ou gains départementaux de 1800 à 1925.

(Différences entre les chiffres de 1800 et 1925 en milliers d'habitants.)



le peuplement de nos campagnes parvint presque partout à son point de saturation.

A cette époque reculée d'un siècle, pour ainsi dire, l'exploitation de la terre dans toutes les branches de la vie agricole, culture des céréales et plantes industrielles, prairies, vignoble, élevage, était profondément différente de ce qu'elle est maintenant; les espaces cultivés étaient plus étendus et l'outillage rudimentaire employé nécessitait une main-d'œuvre incomparablement plus nombreuse que de nos jours, donc des densités de population beaucoup plus nombreuses.

D'importantes transformations opérées dans les travaux et le matériel agricoles ont considérablement réduit les besoins en main-d'œuvre. — Bien que les travaux du sol proprement dits, travaux préparatoires à l'emblavure des champs, labour, hersage, roulage, etc., ne soient pas de ceux qui ont subi les plus grandes transformations, d'importantes améliorations les ont touchés et ont contribué dans une certaine mesure à diminuer le personnel qu'ils occupaient. Le cheval plus léger, plus rapide que le bœuf et de meilleur rendement a progressivement remplacé celui-ci dans la plupart de nos contrées pour les labours, les transports et divers autres travaux. Les charrues ont été considérablement allégées et souvent rendues reversibles pour éviter les longs détours, causes de sensibles pertes de temps. Également tous les autres instruments aratoires ont bénéficié de perfectionnements qui leur ont permis des rendements beaucoup plus avantageux, donc des économies de main-d'œuvre. La diffusion des semoirs a fait disparaître dans les grandes et moyennes exploitations l'interminable et harassant ensemencement à la main. Quelques milliers de tracteurs sont même venus remplacer la traction animale et réduire de beaucoup, où ils sont utilisés, la présence de l'homme. Les grandes plaines à céréales de la Beauce, de la Brie, du Nord et du Soissonnais ont été à peu près les seules à les voir apparaître; ailleurs l'emploi qui en a été fait est resté jusqu'ici très disséminé. Mais ce n'est pas dans ce domaine de la vie rurale, relatif aux travaux fondamentaux de la terre, que les plus importants perfectionnements modernes et les plus capables de réduire considérablement les besoins en main-d'œuvre ont été apportés, c'est plutôt dans le matériel et les procédés concernant la manière de récolter les produits dans les champs, et celle de les transformer, à la ferme; c'est là que s'est opérée la révolution de notre économie rurale, qui a causé, en grandé partie, le dépeuplement des campagnes.

Il y a seulement trois quarts de siècle le machinisme était totalement inconnu dans les campagnes, et c'est à peine si l'on comptait dans toute la France, vers 1865, une dizaine de milliers de faucheuses, de moissonneuses et de semoirs; les faneuses ne dépassaient pas 6.000 unités et les charrues perfectionnées ne représentaient pas le tiers de toutes les charrues. Maintenant c'est par millions que sont comptés tous ces instruments. On coupait alors les prairies naturelles et artificielles (trèfles, luzernes, sainfoins) à la faux, et le travail de fenaison se faisait souvent à la fourche en bois. Depuis, les faucheuses ont partout pris la place des faux. Rares déjà avant la guerre étaient les agriculteurs qui ne possédaient pas leur faucheuse, ou ne faisaient couper leurs récoltes par celle du voisin. Les faneuses et râteleuses mécaniques, trainées comme les faucheuses par des chevaux, éliminèrent rapidement une bonne partie des nombreux faneurs.

Des transformations encore plus profondes bouleversèrent la manière de moissonner les céréales : blé, orge, seigle et avoine. L'antique faucille d'une lenteur mortelle et la faux à râteau accablante de lourdeur disparurent successivement devant la faucheuse-javeuse et la moissonneuse-lieuse. En quelques secondes elles effectuaient la coupe, la mise en gerbe et le liage, nécessitant jadis de multiples opérations et de nombreux ouvriers. Grâce à ces inventions, l'économie de personnel dans la récolte des foin et des céréales

dépassa au moins 50 % du total, et rendit par conséquent inutilisable à la campagne une proportion correspondante de nos paysans.

D'autre part les travaux qui devaient conduire le grain de la grange au moulin étaient de ceux qui, avant l'introduction du machinisme dans les occupations agricoles, occupaient le plus longtemps les membres de la famille paysanne, le personnel de la ferme, au cours de la mauvaise saison, d'octobre à avril. Il fallait battre le grain au fléau, aussi désespérément lent que la faucille pour moissonner, le vanner au van à bras, et le monter au grenier à dos d'homme. L'égréneuse et le tarare, mus d'abord à bras, ensuite au manège à cheval, vinrent bien activer sensiblement ce genre de travail, mais ce ne fut vraiment que la batteuse mécanique actionnée successivement par le cheval, le moteur à vapeur et à essence, qui apporta des transformations radicales. Après plusieurs années de perfectionnements elle opéra, comme par enchantement, ainsi que la moissonneuse-lieuse, et avec un minimum de personnel tout le travail multiple du battage, vannage, liage de la paille, etc. Beaucoup d'agriculteurs se firent débarrasser de cette besogne dès avant l'hiver par des entreprises de battage, supprimant ainsi une des principales occupations de la mauvaise saison, et rendant impossible l'utilisation de nombreux bras devenus libres.

De leur côté, les vignobles nombreux chez nous et étendus sur soixante-seize de nos départements, nos forêts beaucoup plus vastes il y a trois quarts de siècle que maintenant, et tous les autres domaines de notre vie rurale subirent également de très importantes transformations, semblables à celle que nous venons d'examiner, qui contribuèrent puissamment à réduire la main-d'œuvre utilisée, à éclaircir les densités de population réalisées à la faveur de l'antique économie.

Celui qui n'a pu constater par des observations personnelles l'influence profonde de tous ces bouleversements sur l'évolution de nos populations rurales, qui n'a pu recueillir le témoignage des vieillards, entendre ces témoins douloureux du passé raconter, au soir de leur existence, comment, le cœur serré, ils ont vu s'éteindre telles et telles familles, fuir à la ville leurs anciens camarades de labeur, amis de leurs jeunes années, disparaître de nombreuses exploitations qui rendaient riant et gais ces villages devenus des amas de ruines dispersées, des lieux déserts, celui-là peut difficilement s'imaginer la responsabilité qu'a pu avoir cette révolution économique dans l'action qui a décimé nos villages.

Nos espaces emblavés ont subi d'importantes diminutions. — Le développement du machinisme auquel est venu s'ajouter dans des proportions toujours grandissantes l'importation de nombreux produits agricoles exotiques de toutes sortes a non seulement provoqué les pertes démographiques que nous connaissons, mais aussi de fortes réductions de nos terres cultivées qui ont joué à la fois le rôle de cause et d'effet, car si la réduction de ces terres a été une conséquence du dépeuplement elle a aussi contribué à son accentuation. Partout les champs lointains, les champs médiocres, ceux que la nature a mal situés ont cessé d'être travaillés, d'autres même au sol riche ont été convertis en prairies, de sorte que c'est à un quart de la totalité au moins, qu'il faut porter

l'ensemble de nos terres cultivées qui se sont trouvées abandonnées aux espaces incultes et aux pâturages, depuis le milieu du siècle dernier.

Dans les régions de sol médiocre ou trop accidenté (granitique et autre : Normandie, Bretagne, Massif Central, Alpes, Pyrénées) où se trouvaient cultivées les céréales secondaires, seigle, méteil, sarrasin, les étendues enlevées à la charrue ont même dépassé la proportion de 25 % depuis 1850. Ce tableau,

Tableau représentant les pertes des espaces emblavés en céréales.

	1875	1913	1930	Pertes
Blé.	6.947.000	6.542.000	5.343.000	1.134.000
Seigle.	1.894.000	1.176.000	760.000	1.604.000
Orge	1.044.000	760.000	750.000	294.000
Sarrasin, . . .	700.000	500.000	340.000	360.000

qui ne remonte que jusqu'à 1875, nous montre que le seigle et le sarrasin ont perdu plus de la moitié de leur superficie autrefois cultivée. Quant au blé et à l'orge, dans les régions de terrains pauvres, leurs espaces ensemencés ont baissé de plus de moitié. Malgré la diminution de ses emblavures, le blé a vu sa production globale s'accroître jusqu'aux années d'avant-guerre, depuis celle-ci elle a baissé, et tend encore à le faire : elle est passée de 74.243.000 quintaux de moyenne annuelle pour la décade 1860-1870 à 89.127.000 quintaux pour celle 1900-1910 et à 73 millions de quintaux de moyenne pour les années 1926-1930.

La vigne, dont la superficie atteignit son maximum vers 1875, soit 2.500.000 hectares, a perdu les deux cinquièmes de ses espaces en tombant à 1.500.000 hectares en 1930. Sa production, contrairement à celle du blé, a sensiblement fléchi, elle est, en effet, descendue d'une moyenne de 63 millions d'hectolitres pour la décade 1865-1875 à une cinquantaine de millions de nos jours. Pour le chanvre et le lin la diminution a été désastreuse : le lin, dont la culture se trouve surtout pratiquée dans le Nord, a perdu le tiers de sa superficie; le chanvre a presque disparu, et sa quasi-disparition fut des plus préjudiciables au peuplement de nos campagnes, car il était répandu sur tout le sol de la France, et chaque habitant de nos villages en possédait une parcelle, la chenevière. Sa production permettait à chaque famille de s'occuper par le filage durant les longues veillées de la mauvaise saison.

Tableau donnant la perte des superficies emblavées en chanvre et en lin.

1840	176.000.000	98.000.000
1870	95.000.000	79.000.000
1903-1910	17.000.000	30.000.000
1922	5.200.000	18.000.000
1930	4.500.000	35.000.000

De même la réduction presque à néant des plantations de mûrier et de l'élevage du ver à soie a été une puissante cause de dépeuplement dans le sud du Massif Central. La production des cocons tomba de 24 millions de kilos en 1850 à 2.672.000 en 1928.

Notre cheptel subit de son côté des pertes qui eurent également d'import-

tantes répercussions sur les populations, car partout où il y eut une disparition des ressources ou du travail il y eut une diminution dans le peuplement, dans le nombre des êtres humains vivant des ressources affectées ou du travail supprimé. L'espèce chevaline, concurrencée par la locomotion à moteurs de toutes sortes maintint ses effectifs jusqu'à la guerre, mais depuis 1913 la diminution lui a fait perdre près d'un tiers de son total, 1 million d'unités sur 3.200.000. Les chèvres, mulets et ânes, cheptel des petites gens, qui avec quelques petits lopins de terres, de vigne, de bois et diverses autres occupations aidaient beaucoup à vivre tout un prolétariat agricole, ont vu leur nombre fondre de moitié. De tous les éléments de notre cheptel, notre troupeau de moutons est celui qui a été le plus réduit; et ses pertes furent de celles qui contribuèrent sensiblement à éclaircir notre main-d'œuvre rurale, car en plus du mouton à élever il y avait la laine à travailler; sur 30 millions de têtes vers 1870, chiffre antérieurement plus élevé, plus de 20 millions ont disparu. Aujourd'hui ce troupeau ne compte pas 10 millions de têtes. Par contre le nombre des bovins depuis cette date s'est accru d'un tiers; il atteint actuellement 15 millions de têtes. Son accroissement ne fut pas meilleur pour les populations que la diminution des autres, car il nécessita une importante extension des pâturages au détriment des terres cultivées. Il contribua donc aussi au dépeuplement de nos campagnes.

Les petites industries rurales et les petits artisans ont été rudement éprouvés.

— L'énorme développement de la grande industrie dans les textiles et la métallurgie, et sa concentration dans les régions du Nord, de la Lorraine, du Lyonnais-Stéphanois et dans quelques autres centres secondaires a eu non seulement pour résultat d'attirer là de nombreux habitants des campagnes, mais encore de tuer ou réduire à néant presque de nombreuses petites industries et une multitude d'artisans ruraux qui constituaient un important élément de prospérité démographique. Au milieu du siècle dernier, le paysan ne se vêtit pas, ne se chaussait pas de chaussures et d'habits confectionnés dans les grandes usines ou importés de l'étranger, mais il les faisait faire, les achetait au chef-lieu, ou au centre spécialisé de la localité qu'il habitait. Chaque région avait son costume qui ne pouvait être fait ailleurs. Puis les cordonniers et sabotiers du village se chargeaient de chausser tout le monde. Le linge, dont la plupart du temps on fournissait le filé, fait le soir à la veillée avec le lin récolté ou le chanvre de la chenevière, était tissé par les tisserands, petits artisans locaux. La corderie, la sellerie-bourrelerie, la chapellerie, la vannerie, le mobilier étaient faits dans la région même et n'étaient pas achetés au grand centre industriel.

De même dans l'industrie métallurgique, la fonte produite jadis au bois, répandue avec l'industrie du fer brut dans presque toutes les contrées de la France et occupant une abondante main-d'œuvre rurale, est maintenant produite au coke et se trouve concentrée, avec le fer, pour plus des trois quarts dans le Nord, la Lorraine et le Massif Central. La plupart aussi des instruments aratoires, charrues, herses, pioches, etc., etc., fabriqués autrefois par le forgeron même du village, viennent actuellement de l'usine, si ce n'est de l'étranger. La quincaillerie, la coutellerie, la serrurerie, la chaudronnerie, etc., se sont vues sérieusement concurrencées par les nouveaux centres de grande produc-

tion. Où elles ont subsisté, dans le Vimeu, le Massif Central, en Normandie, etc., c'est avec un personnel réduit.

Comme dans les petites industries textiles, toutes ces disparitions, ces réductions, ont coûté beaucoup au capital humain de nos campagnes. Les villes, éléments souvent stériles, ont pris bon nombre des anciennes occupations rurales secondaires, rendant ainsi inutile la présence des nombreux anciens petits artisans. Ce qui autrefois se trouvait produit à la campagne, y vient de la ville, qui elle-même l'importe du grand centre industriel.

L'évolution de l'antique vie familiale a suivi les transformations de la vieille économie rurale. — Cette évolution s'est faite parallèlement aux transformations profondes de toutes sortes, que nous venons de nous efforcer d'exposer. Il y a trois quarts de siècle, époque où le nombre des enfants par famille était double de ce qu'il est aujourd'hui, on ne redoutait pas la venue au monde d'un nouvel enfant, parce qu'on savait que dès l'âge adulte il ne manquerait d'occupations, qu'il ne serait pas une charge inquiétante. Pendant la bonne saison, l'ensemencement des champs et l'entretien des emblavures avec les instruments aratoires que l'on sait, pouvaient occuper un personnel illimité, pour ainsi dire. Quant à la fenaison à la faux et à la fourche en bois, pour la moisson à la faucille ou à la faux à râteau, jamais il n'y avait assez de bras pour les faire en temps voulu.

De même durant la mauvaise saison, de l'automne au printemps, le battage des grains au fléau, ou à l'égréneuse, leur conditionnement, la préparation et le filage du chanvre, l'entretien des vignes que beaucoup possédaient, de carrés de bois grands ou petits dont chacun était détenteur, les soins à donner à un bétail nombreux et varié, occupaient, sans laisser beaucoup de loisir, hommes, femmes et grands enfants. Les petits artisans avaient tous quelques champs, un lopin de vigne ou de bois qu'ils faisaient entretenir par le voisin ou un client.

A côté de ces occupations principales il en existait une foule d'autres, c'était le pain que chaque famille faisait elle-même, la viande à saler et à entretenir, car on n'achetait que trois ou quatre fois par an, aux grandes fêtes, de la viande de boucherie. Beaucoup de petits agriculteurs avaient leur forge qui leur permettait de faire eux-mêmes les petites réparations au matériel; leur établi pour travailler le bois. Les diverses petites industries textiles, alors nombreuses, permettaient aussi de distribuer du travail à domicile, qui constituait une sorte d'appoint, ou de supplément aux autres occupations. Les grandes entreprises agricoles avec leurs très abondantes récoltes pouvaient occuper pendant tout l'hiver un nombreux personnel. Maintenant la plupart des occupations secondaires sont abandonnées : le travail de la laine par le fait de la disparition des moutons; le travail du chanvre par le fait qu'il n'est plus cultivé; le pain est fourni par le boulanger; la viande par le boucher; forges et établis ont été délaissés, et le battage des grains, cette occupation capitale de l'hiver, est fait dans beaucoup de fermes aussitôt après la moisson par des entreprises spéciales de battage modernement outillées. De sorte que l'on concevrait difficilement dans toutes les entreprises agricoles, petites et grandes, la présence nécessaire d'autant de monde, de personnel qu'autrefois : elles ne parviendraient pas à les entretenir, à leur subvenir.

Le plus puissant facteur de dépeuplement rural fut l'exode vers les centres urbains. — S'il est vrai que les importants changements constatés par nous tant dans le domaine agricole que dans le domaine industriel de notre économie rurale, ont réduit dans des proportions considérables les besoins en main-d'œuvre et chassé de nos villages tout un prolétariat agricole et une multitude de petites gens, petits artisans et autres, qui vivaient dans la plupart des cas, à la fois de la terre et des petites industries, il n'est pas moins vrai que l'attraction même des centres urbains fut aussi puissante sur la désertion de nos campagnes. Le mouvement d'attraction n'a donc rien à reprocher au mouvement de répulsion, leur responsabilité est voisine de l'égalité.

Quant aux faits ils ne sont pas douteux : nos villes ont gagné de 1850 à 1930 une douzaine de millions d'âmes, bien que leurs décès l'emportassent fréquemment sur les naissances, au point même que les trois quarts de leur accroissement numérique doivent être imputés en très grande partie à l'exode rural et à l'apport étranger. Pendant ce temps les campagnes perdirent une demi-douzaine de millions d'habitants, et devinrent désertes malgré des surplus de naissances qui ne cessèrent jamais de se produire, abondants ici, faibles là, mais toujours existants. Les villes les dépouillèrent successivement de toutes leurs fonctions accessoires, ne leur laissant que les fonctions fondamentales, l'agriculture et l'élevage. Elles firent affluer à elles tous les ruraux troublés, déracinés par les bouleversements qui s'opéraient dans leurs contrées.

Puis de nombreuses fonctions nouvelles se créèrent successivement, organisant leur personnel en puisant dans le réservoir humain des campagnes ; les unes découlèrent de l'aménagement des divers moyens de communication, routes, chemins de fer, automobilisme, télégraphes, téléphones, etc., les autres de l'organisation et du développement prodigieux de l'industrie et du commerce, des multiples administrations d'État attachées aux différents ministères. Une foule innombrable de professions exercées à la ville, et que chacun peut passer en revue sans grands frais d'imagination, gonfla démesurément la population urbaine. Il n'est pas même jusqu'à l'établissement des armées permanentes modernes, du service militaire obligatoire qui n'apporte sa contribution au déracinement des paysans. L'augmentation considérable de la richesse accrût aussi le nombre des rentiers qui pour la plupart se retirèrent à la ville. C'est enfin toute une foule d'autres causes secondaires, facilement imaginables qui ont amené notre population urbaine à englober la moitié des habitants de la France, sans équilibrer son « budget » démographique, laissant ainsi aux campagnes et à l'immigration étrangère le soin de constituer les réserves indispensables aux besoins intérieurs et extérieurs, à la grandeur de la patrie.

En se plaçant à un autre point de vue, considérant la faiblesse générale de nos excédents de naissances, on peut se demander si les villes de grosse industrie, à la natalité abondamment bénéficiaire ne nous ont pas manqué, ne nous font pas encore défaut. Il est certain que si nos campagnes, pour la plupart aussi prolifiques que celles d'Angleterre et d'Allemagne, avaient été épaulées par d'aussi nombreuses cités industrielles que dans ces deux pays l'excédent annuel de notre natalité aurait été voisin de ceux d'Allemagne et d'Angleterre. Qu'on prenne les villes industrielles du Nord et de l'Alsace, elles

ont toutes des excédents de naissances égaux ou supérieurs à ceux de nos campagnes les plus prolifiques; celles qui se trouvent situées dans le Massif Central, ou dispersées dans le reste du pays en ont également d'intéressants. Il n'y a guère que les villes sans grande industrie qui n'aient pas ou n'aient que peu de surplus démographiques, et elles sont nombreuses chez nous, elles comptent au moins les trois quarts de nos cités.

Si la France avait eu des territoires houillers aussi étendus que l'Angleterre et l'Allemagne, avec toutes les puissantes industries connexes, et les très prolifiques fourmilières de populations ouvrières qui les accompagnent, les bénéfices de son capital humain auraient été chaque année autres que ce qu'ils ont été, et sa puissance démographique bien différente. Mais les trois ou quatre bassins houillers qui comptent vraiment en France, en face de la dizaine d'Angleterre, n'ont jamais fourni que le sixième ou le huitième de la production anglaise ou allemande. Sur ces bassins anglais depuis près d'un demi-siècle il s'est trouvé plus de la moitié de la population britannique, et une population dont la prolificité a toujours dépassé la moitié des excédents des naissances, et permis à la mère patrie de fonder et peupler au loin toutes les nouvelles nations que l'on connaît. Cette faiblesse, chez nous, de la production houillère génératrice de richesse et de régions humaines denses et fécondes a donc assurément eu sa grosse part de responsabilité dans le ralentissement excessif de la vie démographique française.

Les causes morales et religieuses. — La part d'action que les causes religieuses et morales ont eue dans le dépeuplement de nos campagnes est moins facile à mettre en relief que celle des causes économiques matérielles, cependant elle est indéniable. Si l'affaiblissement de la conscience religieuse et morale, l'abandon des pratiques chrétiennes ont agi moins brutalement, moins radicalement que des causes économiques telles que le développement du machinisme, la disparition des petites industries rurales, et de certaines cultures, qui ont littéralement vidé de leurs occupants bon nombre de régions, il n'en est pas moins vrai qu'ils ont largement contribué au fléchissement des taux de notre natalité. Beaucoup de gens dont la conscience se faisait autrefois un devoir impérieux de ne pas limiter la procréation des enfants, ne se croient plus maintenant liés par elle, et ne reculent pas devant les pratiques anticonceptionnelles. Puis on va chercher dans les plaisirs extérieurs, cinéma, théâtre, etc., la joie qu'on trouvait jadis dans la présence de nombreux enfants; ceux-ci dont la vue et les espoirs qu'ils suscitaient procuraient le bonheur, sont maintenant devenus une gêne.

Dans les campagnes, sans doute, l'action de ces causes s'est moins fait sentir que dans les villes, et les populations, dans leur ensemble, sont restées plus saines de cœur et d'esprit, cependant ceux qui, parmi elles, ont cessé de placer leur bonheur principal dans une nombreuse famille ne sont pas rares. Toutes nos provinces sont loin aussi d'avoir été éprouvées également par l'affaiblissement de la vie religieuse : en Bretagne, en Lorraine, en Alsace et dans d'autres contrées moins étendues, la religion est demeurée vivace et la natalité aussi. Par ailleurs, les luttes religieuses violentes de la décade qui précéda la guerre n'ont pas été sans influence sur la débâcle démographique qui les accompagna, car ce n'est pas en vain qu'on s'attaque aux éléments les plus intimes

des masses populaires, ce n'est pas en vain qu'on ébranle les racines d'un arbre.

Dans les villes, cette moitié de notre population qui laisse aux campagnes le soin de la prospérité démographique de la France, les ravages de l'indiscipline des mœurs ont été beaucoup plus grands que dans les campagnes. Au dérèglement des mœurs sont venues se joindre de multiples « faiseuses d'anges » et autres mégères prodiguant soins et conseils iniques, à l'égard desquelles on n'a jamais été assez sévère. Ainsi donc on ne saurait trop insister sur cette catégorie de causes, car si elles sont moins évidentes elles n'en ont pas été moins agissantes que les causes économiques, et c'est en partie à elles qu'il faut imputer la baisse de plus de moitié de notre natalité.

Louis BOURIS.